

Campements de migrants : les villes haussent le ton

Le bras de fer entre l'Etat et les collectivités se durcit à l'approche des municipales de mars 2020

Il y a des campements de rue, des squats, des installations sous des porches ou dans un bois... Lundi 7 octobre, treize maires (de Paris, Metz, Strasbourg, Lille, Nantes, Troyes ou Saint-Denis...) ont décidé de tirer la sonnette d'alarme dans une tribune publiée par *Libération*, en dénonçant une situation qui « *ne cesse de se dégrader* » pour les migrants. En hébergeant ici des familles, en mettant à disposition là-bas un bâtiment ou en organisant des distributions alimentaires, ces élus disent pallier les « *carences* » des pouvoirs publics mais être à « *à court de moyens* ». En face, le ministère de l'intérieur réfute ce constat. « *La situation s'est beaucoup améliorée depuis trois ans* », répond-il.

A quelques mois des élections municipales, le bras de fer entre les collectivités et l'Etat est ainsi en train de se durcir. A Paris, Anne Hidalgo se rend toutes les semaines sur les campements du nord de la capitale pour interpeller l'Etat sur la situation des personnes à la rue, qui seraient actuellement entre 1600 et 3000.

« *Evidemment que ce sujet sera un enjeu des municipales* » de mars 2020, pointe Aïcha Bassal, adjointe à la maire socialiste de Nantes. La ville réclame aujourd'hui 10 millions d'euros à l'Etat pour avoir pris en charge 769 personnes sur un an, après l'évacuation d'un campement en septembre 2018. La semaine dernière, la maire et présidente de la métropole, Johanna Rolland, a interpellé le ministère de l'intérieur à la suite du décès d'un migrant dans le gymnase Jeanne-Bernard de Saint-Herblain. Quelque 800 migrants – des Erythréens, Soudanais, Guinéens... – y vivaient depuis des mois dans des conditions insalubres.

Mardi 8 octobre, la préfecture de Loire-Atlantique a examiné les situations des occupants. La plupart sont des demandeurs d'asile. « *Ils relèvent du dispositif national d'accueil, c'est-à-dire de la responsabilité de l'Etat* », souligne Marie Henocq, de la Cimade. « *On a fait beaucoup d'effort*, se défend-on au ministère de l'intérieur. *Il y a toujours un jeu d'acteurs entre l'Etat et les collectivités locales, non sans arrière-pensée politique.* »

Un campement de migrants, près de la porte de La Villette, à Paris, en août.

KAMIL ZIHNIÖGLU/AFP



Malgré un doublement de ses capacités en quelques années, le dispositif national d'accueil n'héberge qu'un demandeur d'asile sur deux, soit quelque 75 000 personnes. L'association Forum réfugiés-Cosi, qui gère plusieurs plates-formes d'accueil pour demandeurs d'asile, le mesure : « *On a 3800 personnes qui ne sont pas prises en charge dans le Rhône, 5700 dans les Bouches-du-Rhône, 3200 en Haute-Garonne...*, liste Jean-François Ploquin, son directeur général. *On estime qu'un tiers sont logés par des compatriotes ou en tout cas via des solutions fragiles, un tiers se retrouvent dans l'hébergement d'urgence et un tiers sont complètement sur le carreau.* »

Embolie du système

A Lyon, 450 personnes occupent un squat du quartier de la Croix-Rousse. D'autres sont « *disséminées, dans des jardins publics, place Carnot, sous des porches...* », constate M. Ploquin. A Toulouse, 1100 personnes seraient présentes dans des squats. Entre Bor-

deaux et Mérignac, autant se trouveraient entre « *des tentes et des petits squats* », assure Corinne Torre, de Médecins sans frontières (MSF).

L'embolie du système est telle que des situations inédites apparaissent. Ainsi, depuis plusieurs années, des demandeurs d'asile tibétains convergent vers des campements de fortune dans les Yvelines. « *Mais, pour la première fois, en août, il y a eu une expulsion sans aucune prise en charge* », s'étonne Eléna de Gueroult d'Aublay, avocate de la Ligue des droits de l'homme, qui a, mardi 8 octobre, saisi la justice administrative d'un référé-liberté, pour obliger l'Etat à agir alors que 400 personnes vivent dans un bois, sur la commune d'Achères, avec seulement deux robinets d'eau et deux toilettes sèches.

Au gré des lieux, les problématiques diffèrent. Sur le littoral de la Manche, c'est toujours le désir d'Angleterre qui alimente les campements. « *Mais l'Etat s'obstine dans sa stratégie d'éloignement de*

Selon le ministère de l'intérieur, «il y a toujours un jeu d'acteurs entre l'Etat et les collectivités locales, non sans arrière-pensée politique»

la zone en menant des expulsions quasi quotidiennes », explique Franck Esnée, coordinateur de Médecins du monde dans les Hauts-de-France. Environ 350 personnes seraient présentes à Calais. Et autant à Grande-Synthe, alors même que, mi-septembre, un millier de migrants ont été évacués d'un gymnase mis à disposition par la mairie. Ceux qui sont revenus sont désormais installés dans un sous-bois. « *Il y a entre 15 et 18 familles avec enfants, souligne M. Esnée. Les gens en sont réduits à boire l'eau du lac.* »

Les campements du nord parisien abritent des profils divers : des demandeurs d'asile, des réfugiés et des personnes « *dublinées* », c'est-à-dire qui ont été enregistrées dans un autre pays de l'UE et qui, en vertu du règlement de Dublin, ne peuvent demander l'asile en France avant un délai de six à dix-huit mois. La ville souhaiterait que l'Etat suspende l'application de Dublin – comme en 2016 lors de l'évacuation du bidonville de Calais. A l'inverse, le ministère de l'intérieur dit « *essayer d'augmenter la capacité de transfert* » des personnes vers les Etats responsables de leur situation, le plus souvent l'Allemagne ou l'Italie.

La question de la prise en charge des réfugiés – censés basculer dans le logement de droit commun – donne lieu à un renvoi de responsabilités. « *Les collectivités locales, et c'est le cas de Paris, n'ont pas encore pris à bras-le-corps la question du parcours résidentiel des réfugiés* », tacle Didier Leschi, directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration

(OFII). « *On a 200 000 demandes de logement social à Paris, il n'y a pas de coupe-file pour les réfugiés* », évacue Dominique Versini, l'adjointe chargée de la solidarité.

Dans d'autres villes, c'est la problématique des mineurs non accompagnés, dont la charge incombe à l'aide sociale à l'enfance et donc aux départements, qui se surajoute. A Marseille, par exemple, « *il y a minima 350 personnes à la rue, dont beaucoup de mineurs dont l'évaluation d'âge est en cours...* », détaille Corinne Torre. Dans un ancien couvent squatté, où 320 autres personnes s'entassent, « *il y a une trentaine de mineurs avec une ordonnance de placement du juge* », précise Mami, membre du collectif 59 Saint-Just, qui gère le lieu.

«Durcissement des conditions»

A Rennes, c'est la situation des personnes déboutées de l'asile qui inquiète. « *Tous les soirs, on met à l'abri 746 personnes, dont 407 enfants mineurs* », assure Frédéric Bourcier, adjoint PS à la solidarité. La plupart sont des familles, originaires de Géorgie, d'Ukraine ou d'Albanie, en fin de droit.

Au début de l'été, la ville bretonne a vu apparaître un campement sur le parc municipal des Gayeulles, une situation jusque-là inédite. « *Sur plusieurs territoires, il y a depuis cet été un durcissement des conditions d'accueil dans l'hébergement d'urgence générale* », estime Florent Gueguen, directeur général de la Fédération des acteurs de la solidarité. La préfecture d'Ille-et-Vilaine assure cependant qu'« *aucune directive n'a été donnée au 115 pour refuser l'admission de personnes sans titre de séjour* ». Mais elle rappelle qu'« *à l'exception des personnes vulnérables, les personnes qui ne sont pas "sous statut" n'ont pas vocation à être hébergées par l'Etat.* »

La posture est la même dans la Marne, où la préfecture a adressé, le 23 septembre, un courrier aux centres d'hébergement, dans lequel elle évoque des dispositifs « *totalelement saturés* ». « *Sauf vulnérabilité avérée, je vous demande de ne plus prendre en charge les personnes déboutées en France de leur demande d'asile*, écrit le préfet. *La France n'a plus d'obligation vis-à-vis de ces personnes.* » ■

JULIA PASCUAL

Le mandat d'arrêt européen fragilisé par de nombreux recours

Cet outil, très prisé des différents parquets nationaux, fait l'objet de plusieurs procédures devant la Cour de justice de l'Union européenne

Le mandat d'arrêt européen, succès concret de la coopération judiciaire au sein de l'Union européenne (UE), est aujourd'hui fragilisé. Des grains de sable s'accumulent dans cette mécanique pourtant bien huilée, née d'une décision du Conseil européen de 2002 pour remplacer les longues et incertaines procédures d'extradition entre pays de l'UE. Paradoxalement, c'est aujourd'hui la Cour de justice de l'UE qui sème l'inquiétude dans les chancelleries, avec plusieurs décisions et procédures en cours.

Appliqué à partir de 2004, le mandat d'arrêt européen a connu depuis un usage en croissance constante. En 2018, 18 615 mandats d'arrêt européens ont été émis par les magistrats des pays de l'UE (hors France), selon la chancellerie. Le ministère de la justice a pour sa part diffusé 1736 mandats d'arrêt émis par les juridictions françaises. En sens inverse, 678 personnes ont été interpellées cette même année en Europe pour être remises à la France afin d'y purger une peine, de comparaître à un procès ou

d'être entendues dans le cadre d'informations judiciaires. C'est le premier outil de reconnaissance mutuelle des décisions pénales qui a été mis en place en Europe.

Le 27 mai, la Cour de justice a ébranlé l'édifice, en considérant que les mandats d'arrêt européens émis par le parquet allemand n'étaient pas conformes aux textes de l'Union, en raison du manque d'indépendance de ce dernier à l'égard du pouvoir exécutif. Elle est depuis assaillie de questions de la part de juridictions suprêmes de pays membres, qui s'interrogent sur la légalité des mandats d'arrêt européens émis par les autorités judiciaires de pays partenaires.

Selon les informations du *Monde*, c'est au tour de la France, et de la capacité des procureurs à émettre de tels mandats, d'être questionnée à l'occasion de deux affaires. La justice luxembourgeoise a adressé, en juillet, à la Cour de justice européenne une question préjudicielle avant d'exécuter un mandat d'arrêt émis par le parquet de Lyon. Un mandat signé par le procureur de Tours est

aussi suspendu, cette fois après une demande de la justice néerlandaise. Ces deux affaires ont été jointes et viendront en audience, le 24 octobre, à Luxembourg.

La décision, éventuellement lourde de conséquences pour le statut du parquet à la française, dépendant du garde des sceaux, sera rendue dès la mi-novembre. La procédure d'urgence a été retenue, compte tenu des délais contraints de mise en œuvre des mandats d'arrêt européens.

Ce mécanisme des questions préjudicielles permet à une juridiction nationale de solliciter, avant de juger une affaire, la Cour de justice chargée de veiller à l'ap-

« On ne sait pas encore prendre la mesure de toutes ces affaires », souligne une source au fait de ces procédures

plication des traités de l'UE, dès qu'elle estime qu'un problème d'interprétation se pose. Dans le cas allemand, l'institution européenne avait estimé, le 27 mai, que le parquet était susceptible de recevoir des instructions dans des dossiers individuels de la part du ministre de la justice fédéral ou d'un Land. Les garanties d'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif n'étaient pas suffisantes.

Le parquet français est à l'abri d'un tel reproche depuis la loi Taubira de 2013, supprimant la possibilité d'instructions du garde des sceaux dans les dossiers individuels. Mais les questions soumises aux juges européens sont autres et portent par exemple sur le fait qu'un même parquet juge de l'opportunité d'émettre un mandat européen et est ensuite chargé d'exercer les poursuites dans le même dossier. La Cour devra également dire si l'intervention du juge d'instruction apporte une garantie suffisante. Près de 99 % des mandats européens émis par le parquet le sont en France à la demande de ce juge, statutairement indépen-

dant. Selon les principes fondamentaux de l'UE, une décision juridictionnelle entravant la liberté d'une personne doit relever de magistrats indépendants et être susceptible de faire l'objet d'un recours effectif pour en examiner la légalité et la proportionnalité.

« En quête de cohérence »

La prudence prévaut du côté des autorités françaises, alors que la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne n'est pas stabilisée sur ce sujet. La haute juridiction a répondu, mercredi 9 octobre, à une question posée sur le statut du parquet autrichien. En étant moins sévère qu'avec l'Allemagne. Elle estime que le bureau du procureur public autrichien peut transmettre un mandat d'arrêt dès lors qu'il a été homologué « *par un tribunal qui contrôle de façon indépendante et objective (...) les conditions d'émission ainsi que la proportionnalité de ces mêmes mandats d'arrêt* ».

Des questions pendantes ont été posées, par exemple, au sujet du parquet néerlandais. Réunis lundi à Luxembourg pour un

conseil justice et affaires intérieures, les ministres de la justice et de l'intérieur de l'UE n'avaient d'ailleurs pas mis la question du mandat d'arrêt européen à l'ordre du jour. « *On ne sait pas encore prendre la mesure de toutes ces affaires* », souligne une source au fait de ces procédures devant la juridiction européenne.

« *Le droit pénal européen est en quête de cohérence à rebours* », analyse Guillemine Taupiac-Nouvel, chercheuse à l'université de Pau et des pays de l'Adour. Selon elle, cela est dû aux conditions de création de cet outil, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. « *Ce texte a été négocié à la hâte entre les Etats et souffrait à l'origine d'un déséquilibre entre la dimension répressive de l'instrument et l'insuffisance de protection des droits fondamentaux* », souligne-t-elle. D'autres questions ne manqueront pas d'être soulevées par des avocats, le temps que les juges de Luxembourg clarifient définitivement les conditions qu'ils imposent à la délivrance d'un mandat d'arrêt européen. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN